

Un nouvel équilibre entre les Nations ? (I)

La razzia du Hamas, le 7 octobre 2023, a provoqué le massacre, le viol, la mutilation de 1140 Israéliens, des nourrissons aux vieillards, dans la Bande de Gaza, d'une superficie de 365 km². 250 otages israéliens sont arrachés à leurs familles.

L'État d'Israël réagit par des opérations militaires, qui ne sont pas encore arrivées à atteindre tous les objectifs programmés. En septembre 2024, des médias parlent de 40 000 morts dans la bande de Gaza.

Une étape nouvelle dans les équilibres entre les peuples, les nations et les États

Quelque chose de neuf est en train de se produire : trois quarts de siècle après la fin de la Seconde Guerre Mondiale (1939-1945), les équilibres du monde sont en train de basculer en termes démographiques et économiques. On assiste à une offensive contre les pays occidentaux qui contrôlent les principaux leviers internationaux. Ces pays occidentaux sont désignés comme « Nord » par leurs adversaires d'un « Sud Global », qui substituerait au vieil affrontement entre l'Ouest et l'Est, entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), créée en 1949, et le Pacte de Varsovie, créé en 1955, en compétition pour la domination sur le « tiers-monde » d'alors, un nouvel antagonisme. Le « Nord » est désormais isolé ; le « Sud » a comme leadership, au 1^{er} janvier 2024, l'alliance des dix États des BRICS +, soit le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud + l'Arabie Saoudite, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, l'Éthiopie et l'Iran, tous situés dans et autour de la Péninsule arabique. Regroupant 46 % de la population mondiale (les États du G7, créé en 1975, forment moins de 10 %), ils représentent 36 % du Produit Intérieur Brut mondial en parité de pouvoir d'achat (moins de 30 % pour le G7). Les États du G7 sont : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni.

Ce qui se passe dans la Bande de Gaza depuis octobre 2023 exacerbe le clivage entre les deux ensembles : en effet, l'État d'Israël est identifié au « Nord » et la Palestine au « Sud ». C'est ainsi que l'Afrique du Sud, tête de pont du « Sud », a déposé une plainte pour « génocide » contre Israël le 29 décembre 2023 devant la Cour Internationale de Justice. Celle-ci, créée en 1945 par les Nations Unies, est effective depuis 1946. Elle a son siège à La Haye aux Pays-Bas. Par cet acte, Pretoria, capitale administrative de l'Afrique du Sud, télescope deux dates : 1947, qui annonce la création de l'État d'Israël par l'Organisation des Nations Unies (ONU), instituée en 1945, pour les Juifs qui ont échappé aux atrocités du nazisme,

et 2023, le commencement de l'hécatombe à Gaza. En agissant ainsi, Pretoria essaie de délégitimer l'existence d'Israël. Pretoria s'efforce de substituer la mémoire de la lutte anticoloniale, symbolisée par le combat contre l'apartheid, à celle de la bataille contre l'antisémitisme hitlérien.

Tout ce qui se passe en Terre Sainte a, de plus, une connotation religieuse. À l'islamisme radical du Hamas sunnite et à ses alliés chiites de l'axe de résistance à l'entité sioniste, chapeauté par Téhéran, s'opposent des groupes ultras juifs qui s'inspirent de leur histoire religieuse.

Il est intéressant de constater que ces messianismes libérateurs sont portés par des pays dont la plupart sont dirigés par des régimes autoritaires face à un « Nord » stigmatisé comme colonialiste, impérialiste, raciste, islamophobe, mais qui fonctionne selon la règle de l'État de droit et des principes démocratiques. Ceci est étonnant. En effet, des habitants du « Sud » cherchent, depuis des années, à rejoindre le « Nord » à la recherche d'un bien-être et d'un environnement de justice qui ne leur sont pas reconnus dans leurs pays d'origine.

Nous connaissons les conséquences de ces migrations. Le « Nord » est transformé en profondeur par la démographie qui entraîne une mixité ethnique et culturelle croissante. La réaction des habitants du « Nord » est double : soit on intègre ces migrants, soit on prône le séparatisme. Les événements dans les universités du « Nord » à propos de la Bande de Gaza manifestent combien la question est complexe. La réaction des autorités universitaires n'est pas simple. En effet, ou bien il faut « protéger » les étudiants juifs des menaces venant d'étudiants du « Sud », ou bien il faut rappeler aux étudiants du « Sud », pro-palestiniens de Gaza, ce qu'est un État de droit à propos des bâtiments et des institutions publiques.

Un essai de compréhension du réel

En suivant largement le dernier ouvrage de Gilles Kepel, *Holocaustes, Israël, Gaza et la guerre contre l'Occident*, Paris, Éditions Plon, mars 2024, je vais essayer de mettre en lumière quatre aspects qui pourraient nous aider à comprendre ce qui se passe. Gilles Kepel a un grand-père, Rudolf Kepl (1876-1958), originaire de Bohême, alors territoire de l'empire austro-hongrois, venu à Paris durant la Belle Époque pour traduire Guillaume Albert Vladimir Alexandre Apollinaire de Kostrowitzky (1880-1918), sujet polonais de l'empire russe, et, ensuite, être ballotté à travers l'Europe jusqu'au rideau de fer. Le père de Gilles, Milan Kepel (1928-2019), était acteur et dramaturge. Il a traduit en français l'œuvre de Vaclav Havel (1936-2011). Gilles est né à Paris en 1955. Arabisant, il est spécialiste du monde arabe contemporain et de l'islam radical. Professeur des universités, il a enseigné dans plusieurs Universités et Écoles de Paris.

Dans les médias, il est parfois opposé à Olivier Roy, né à La Rochelle en 1949, dans une famille protestante. Durant ses études pour l'agrégation en philosophie,

il étudie le persan. Il vit durant des années en Afghanistan, occupé par les armées de l'Union Soviétique. Ensuite, il fera des recherches en Ouzbékistan, Tadjikistan, Turquie, Iran, Pakistan et au Yémen. Il a enseigné dans des lycées en France. En 2009, il est professeur à l'Institut Universitaire Européen à Florence (Italie), où il a la charge du monde méditerranéen.

Pour comprendre le réel, examinons les faits et prenons connaissance de l'interprétation musulmane de ces faits.

I. La razzia du 7 octobre 2023

Les faits

À l'aube, le 7 octobre 2023, près de 3 000 fedayin (combattants) du Hamas, le Mouvement de la résistance islamique palestinien, franchissent par vingt-neuf points la barrière de sécurité supposée inviolable, établie sur la frontière entre Gaza et Israël.

Les cibles sont les kibboutz voisins, peuplés en majorité de militants de gauche israéliens, adeptes de divers mouvements pacifistes. Une autre cible est une grande fête musicale de jeunes, la « Tribu de Nova ».

Qui habite la Bande de Gaza ? Plus de deux millions de personnes, descendantes pour la plupart des Palestiniens chassés par la création de l'État d'Israël en 1948.

La date correspond à la fête religieuse juive de Sim'hat Torah, qui marque la fin du cycle annuel de la lecture de la Torah.

Derrière les 3 000 fedayin, des frontaliers palestiniens de la Bande Gaza arrivent avec des caméras thoraciques GoPro afin de filmer et de diffuser instantanément en ligne leur geste « héroïque » pour l'édification des musulmans du monde entier et l'information des sympathisants partout sur la planète.

Les statistiques annoncent 1 140 victimes et 250 otages enlevés et cachés dans les tunnels de Gaza. Parmi les otages, 105 seront libérés fin novembre 2023, en échange de plus de 300 prisonniers palestiniens. Les images permettent à Israël d'identifier douze attaquants comme des employés de l'organisme de l'ONU qui distribuent l'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens.

Outre les cibles israéliennes, on compte des travailleurs agricoles thaïlandais et africains.

On assiste à la plus importante tuerie d'Israéliens, de Juifs, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Réactions

Le carnage du Bataclan du 13 novembre 2015 est encore dans toutes les mémoires. Les assaillants étaient des jihadistes (musulmans qui prônent la violence pour rétablir un État islamique) de Daesh (État islamique proclamé le 29 juin 2014) ;

ils avaient tué des personnes assistant à un concert. Beaucoup de Français s'identifient aux victimes de la « Tribu de Nova ».

En Europe occidentale, le flux migratoire est accompagné de tensions interethniques et interconfessionnelles. Beaucoup s'inquiètent des tenants du salafisme (idéologie qui prône le retour aux pratiques musulmanes du temps du prophète), du frérisme (idéologie des Frères Musulmans fondés par Hassan al-Banna en Égypte au XX^e siècle) et du jihadisme, qui prêchent la séparation entre les « fidèles » d'un côté (les musulmans) et les « mécréants » de l'autre (les non-musulmans ou encore les apostats musulmans qui ont changé de religion). Les supprimer et prendre leurs biens sont des actes déclarés licites, assassinats et pillages à l'appui.

L'offensive militaire israélienne commence le 27 octobre 2023. Le nombre de civils palestiniens tués augmente de manière exponentielle. Même aux États-Unis, qui soutiennent Israël, des manifestations dénoncent les souffrances infligées aux Palestiniens. Les campus des universités les plus prestigieuses du monde (Harvard, etc.) voient défiler des étudiants qui crient leur indignation face à Israël. Le monde politique américain constate le retournement de l'opinion habituellement favorable à Israël. Fin novembre 2023, on compte déjà 15 000 morts palestiniens, des civils, beaucoup d'enfants. Jamais depuis les guerres menées par Israël à partir de 1948 on n'avait atteint ce nombre.

Signification musulmane de la razzia

Les initiateurs de l'attaque du 7 octobre lui donnent le nom de « **Déluge d'al-Aqsa** ». Cette expression invoque le déluge envoyé par Dieu pour noyer tous les mécréants qui n'ont pas cru en sa révélation.

Dans la sourate 11 du Coran, « Houd », consacrée aux châtiments divins, on trouve la réécriture de la fin du récit biblique sur l'arche de Noé. Voilà pour le « Déluge ». À ce Déluge est accolée la référence à la mosquée al-Aqsa de Jérusalem, devenue, dans la narration arabo-musulmane contemporaine, le symbole de l'usurpation sacrilège de la Palestine par Israël, et du viol de ses lieux saints musulmans par « l'entité sioniste » impie.

On y sent l'islamisation exacerbée de la cause palestinienne et son identification à un jihad (guerre sainte), inscrit dans la continuité de « l'Intifada d'al-Aqsa », du 28 septembre 2000 au 8 février 2005. Déclenchée par la promenade provocatrice d'Ariel Sharon (1928-2014), alors chef de l'opposition de droite au gouvernement d'Ehud Barak (né en 1942), sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, ce soulèvement, *Intifada*, engendre un cycle de violences qui ont fait dérailler le processus de paix engagé avec l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) à Oslo en 1993.

En représailles à cette Intifada, Israël érige le « mur de séparation » entre l'État d'Israël et la Cisjordanie. En même temps, le Hamas remporte les élections municipales de 2005, puis législatives de 2006, à Gaza. Ce territoire passe sous

contrôle exclusif du Hamas, au détriment de l'OLP, dirigée par Mahmoud Abbas (né en 1935), après le décès de Yasser Arafat (né en 1929) le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire Percy de Clamart, en banlieue parisienne.

La mention d'al-Aqsa inscrit la razzia du 7 octobre dans la continuité de l'Intifada bénéfique au Hamas (2000-2005), en ajoutant une allusion coranique du terme « Déluge ».

Outre cette appellation de Déluge d'al-Aqsa, nous avons la **razzia du Prophète contre les Juifs vivant dans l'oasis de Khaïbar, l'an 7 de l'Hégire (628)**. La biographie canonique du Prophète relate cet événement d'une cruauté assumée car il consiste en un châtement exemplaire des ennemis de Dieu : les hommes sont torturés, passés au fil de l'épée ; les femmes capturées et réparties dans les harems des vainqueurs ; les enfants réduits en esclavage. Tout cela aux cris de « Ô toi le Victorieux, donne la mort, donne la mort ».

Cette épopée est invoquée rituellement lors des opérations anti-israéliennes contemporaines menées par le Hezbollah libanais (parti paramilitaire chiite), les différents groupes islamistes palestiniens et d'autres, en entonnant le slogan : « Khaïbar, Khaïbar, hé les Juifs, l'armée de Muhammad est de retour ». En août 2006, le premier missile à longue portée du Hezbollah tiré sur une ville israélienne est nommé « Khaïbar I ». En mai 2023, Téhéran dévoile sa nouvelle fusée balistique capable d'atteindre Israël, également nommée Khaïbar.

À la prédication du vendredi à la mosquée, celui qui prend la parole cite régulièrement le hadith, cité par le traditionniste Boukhari au n° 3593 : *À la fin des temps, il ne restera plus qu'un musulman et un juif sur terre : ce dernier se cachera derrière une pierre, ou un arbre, qui se mettra à parler et dira 'ô musulman, il y a un juif caché derrière moi, viens et tue-le'*. Ce hadith est prononcé en arabe à la mosquée. S'il est prononcé dans la langue du pays, comme l'a fait l'imam de la grande mosquée de Toulouse en mai 2022, la justice intervient et condamne.

L'expression « la razzia bénie » est devenue le moteur par excellence de la « conquête islamique ». Son temps fort est la prise de Constantinople en 1453, même si elle a été contrebalancée par la disparition de l'Andalousie musulmane due à la Reconquista des Rois Catholiques, avec la chute de Grenade en 1492. La défaite la plus frappante à l'époque moderne consiste en l'échec du siège ottoman de Vienne en 1683, prélude à l'effondrement de la Sublime Porte, l'empire ottoman, en 1918.

Au XXI^e siècle, l'expression « la double razzia bénie » est utilisée par les auteurs du 11 septembre 2001 pour qualifier l'assaut contre New York et Washington. Ceci manifeste qu'on est dans l'interprétation religieuse des événements : la fin dernière du monde ne sera que la soumission de la planète entière à l'islam. Dans cette vision de l'histoire, la destruction d'Israël et la restauration d'une Palestine islamique de la mer Méditerranée au fleuve Jourdain constituent une étape obligée.

Le 7 octobre 2001, Ben Laden (1957-2011) transforme l'attentat du 11 septembre 2001 en jihad anti-impérialiste mondial contre l'hyperpuissance américaine puis l'Occident. Il diffuse dans une grotte afghane cette interprétation nouvelle retransmise par la chaîne qatarie Al Jazeera : « l'Amérique ne goûtera plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et que toutes les armées occidentales mécréantes ne quittent les terres saintes. » La razzia du 7 octobre 2023 répond à l'interprétation donnée par Ben Laden le 7 octobre 2001.

Le récit des événements par le cheikh Hassan Nasrallah

Un mois après le 7 octobre 2023, Hassan Nasrallah, né en 1960, secrétaire général du parti chiite libanais Hezbollah, prononce un discours, annoncé à grands renforts de publicité depuis le Golfe jusqu'à l'Océan (Golfe arabo-persique - Océan Atlantique), et dans les banlieues des grandes villes européennes où sont implantées des enclaves de personnes issues de l'immigration. Nasrallah est connu depuis l'été 2006, la guerre des trente-trois jours entre Israël et le Liban. Excellent orateur en langue arabe, il montre aux gouvernants arabes, presque tous sunnites, qu'ils sont capables de « vaincre » Israël ou, au moins, de lui infliger des pertes sévères. Nasrallah est soutenu à bout de bras par Téhéran.

Beaucoup s'attendent à un discours qui embrase la région, un conflit armé qui profite à Téhéran. Nasrallah ne fait rien de tel. Il soutient le Hamas, mais attribue à son seul commandement militaire l'initiative des opérations. Nasrallah ne porte aucune responsabilité dans cette opération militaire. Il est vrai que la situation au Liban est désastreuse : le porte-avions américain Gerald Ford au large de la côte peut intervenir à tout instant ; les conséquences de la guerre des trente-trois jours de 2006 ont anéanti l'économie libanaise ; aucun parti libanais n'ose plus prendre d'initiatives dont les conséquences catastrophiques lui seraient attribuées. Enfin, tout le monde n'apprécierait pas une intervention de Téhéran dans l'aire géographique arabe. En d'autres termes, il vaut mieux attribuer la « razzia bénie » aux Palestiniens de Gaza, plutôt que de dire que « Téhéran » a organisé une opération contre Israël.

Les houthis

Nasrallah dit que le principal appui à la Palestine et au Hamas vient des houthis ! C'est la première fois qu'on en parle. Habitants des montagnes du nord du Yémen, ils appartiennent à la secte hétérodoxe des Zaydis (assimilés aux chiites). Ils ont pris le pouvoir dans la capitale, Sanaa, en 2014, à l'occasion de la guerre civile déclenchée par le « Printemps arabe » de 2011, qui a renversé et finalement tué le président Ali Abdallah Saleh (1947-2017). Opposés au wahhabisme de l'Arabie saoudite, ils sont soutenus par Téhéran. Les opérations contre l'Arabie saoudite ont finalement cessé grâce à la médiation de la Chine entre l'Arabie saoudite et les houthis en mars 2023.

Le slogan des houthis, placardé partout, est « Dieu est le plus grand, mort à l'Amérique, mort à Israël, maudits soient les Juifs, victoire à l'islam ».

Nasrallah propose que les houthis succèdent au Hezbollah pour l'extension régionale et internationale du conflit avec Israël. Ceci explique que, désormais, les houthis attaquent régulièrement des navires qui passent par la Mer Rouge, navires qui sont supposés avoir un « lien » avec Israël.

Yahya Sinwar

Comme Téhéran ne veut pas apparaître comme celui qui est « derrière » le Hamas dans la razzia du 7 octobre 2023, on peut s'intéresser à l'homme fort du Hamas et voir s'il a des liens avec Téhéran.

Yahya Sinwar est né en 1962 à Khan Younès dans le sud de la Bande de Gaza. Il a étudié la langue arabe classique à l'université islamique de Gaza. Il parle admirablement bien l'arabe. Arrêté en 1989, il est condamné à la prison à perpétuité pour la création du service de renseignement du Mouvement de la résistance islamique, le Majd. Sa principale activité était de débusquer et d'exécuter les informateurs palestiniens d'Israël. Son surnom de l'époque était : le boucher de Khan Younès. Il passe vingt-deux ans dans les geôles d'Israël. Il apprend l'hébreu en prison et se familiarise avec la culture hébraïque. Il est libéré en 2011, lors de l'échange entre 1027 prisonniers palestiniens contre le caporal franco-israélien Gilad Shalit, né en 1986, enlevé par le Hamas en 2006. On l'ignore bien souvent : les Palestiniens sont répartis entre quatre organisations : Gaza, la Cisjordanie, la diaspora et les détenus ! Yahya Sinwar devient le porte-parole des détenus.

Libéré en 2011, il assiste aux différents « printemps arabes ». L'effondrement du régime de Hosni Moubarak (1928-2020) en Égypte permet aux nouveaux dirigeants du Caire d'ouvrir la frontière terrestre à Rafah. Cela signifie que, durant deux ans, les Palestiniens peuvent aller et venir en Égypte, sans passer par le territoire israélien. Sinwar en profite pour aller en Iran où il est reçu personnellement par le général Qassem Solaymani (1957-2020), patron de la force extérieure Al-Qods des Gardiens de la Révolution ; ce général est le principal architecte de l'axe de la résistance iranien.

Le 25 décembre 2017, à la chaîne de télévision Al Mayadeen, après être devenu chef du Hamas à Gaza, Sinwar stipule que le frère Qassem l'a assuré du soutien complet des pasdarans. Ceux-ci, les Gardiens, ont de plus en plus de place dans le régime iranien, où ils prennent l'ascendant sur le clergé chiite. Sinwar fait de la branche armée du Hamas, les brigades Ezzedin al-Qassam, une force qui prend le pouvoir au détriment des civils. Sinwar triple le nombre de membres des brigades. On passe de 10 000 à 30 000 combattants. Ils sont placés sous le commandement d'un chef très populaire, Mohammed Deïf (1965-2024).

Le bureau politique du Hamas était dirigé par Khaled Meshal (1956-2024) à Damas, en exil, de 2000 à 2012. Lui-même issu de la diaspora palestinienne, il n'était jamais venu à Gaza. En raison de la lutte armée entre les Frères musulmans et le régime de Bachar al-Assad (né en 1965) lors du déclenchement du Printemps arabe en Syrie, il pénètre à Gaza par la frontière égyptienne en 2012 pour un bref séjour

afin de faire campagne pour sa réélection. En fait il s'installe à Doha, où les autorités du Qatar, en bonne intelligence avec les États-Unis, veillent à maintenir une certaine distanciation entre les dirigeants du Hamas et l'Iran, pétrodollars à l'appui. Meshal vilipende l'axe iranien. Téhéran divise par deux sa subvention au mouvement, de 150 millions à 75 millions de dollars par an.

Cette sanction est vite oubliée, dans la mesure où l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani (né en 1952) du Qatar compense largement la perte de subvention. Bien plus, le 23 octobre 2012, il vient à Gaza pour une visite historique au Premier ministre Ismaël Haniyeh (1962-2024), qui dirige, depuis 2007, le gouvernement du Hamas. L'émir du Qatar marque la première reconnaissance internationale d'une administration islamiste autonome à Gaza, durant les Printemps arabes où il s'était engagé fortement avec les Frères musulmans, dont sa chaîne Al Jazeera se faisait quotidiennement le porte-parole.

Ce séjour établit le canal de financement de Doha au Hamas pour la décennie suivante, avec l'assentiment du Premier ministre israélien Netanyahu. La visite de l'émir du Qatar est fort critiquée par l'Autorité palestinienne à Ramallah en Cisjordanie. La raison est simple : l'Autorité palestinienne de Cisjordanie n'a plus rien à dire à Gaza, aux mains du Hamas.

En 2017, Ismaël Haniyeh succède à Khaled Meshal à la tête du bureau politique, tandis que Yahya Sinwar devient le patron de Gaza, sans prendre toutefois le titre de Premier ministre. En 2019, Haniyeh part s'installer au Qatar. Le Président turc Recep Tayyip Erdogan (né en 1954) lui accorde, ainsi qu'à son fils, la nationalité turque, afin de faciliter ses déplacements. Haniyeh mène grand train à Doha. Sa fortune est estimée à deux milliards de dollars. En revanche, Sinwar est habillé simplement comme un activiste de la révolution iranienne de 1979.

Sinwar fait basculer Gaza vers le Hamas, au détriment du bureau politique installé à Doha.

Nous avons par conséquent deux lignes du Hamas.

La première maintient un contact indirect avec les États-Unis et Israël, en contrepartie de la contribution financière du Qatar où réside le canal historique des hiérarques traditionnels les plus « fréristes » du mouvement. En effet, chaque mois, le Qatar livre par avion à Gaza des sommes estimées à 40 millions de dollars en numéraire. L'avion atterrit à l'aéroport Ben Gourion à Tel Aviv en Israël ; les valises sont convoyées par le Mossad (service de renseignement israélien) jusqu'à la barrière d'Erez, frontière entre Israël et Gaza. Le relais est assuré par les services de renseignement égyptiens. Pour Netanyahu et le maréchal Abdal Fattah al-Sissi (né en 1954) en Égypte, le but est d'éviter l'implosion de l'enclave de Gaza en achetant une paix sociale. Tout cela est évidemment gardé secret. Pas mal de Frères musulmans, durant les Printemps arabes, avaient établi des liens avec les dirigeants occidentaux, dont certains, dans l'entourage de Barack Obama, Président des États-Unis de 2009 à 2017, étaient persuadés qu'ils incarnaient une voie piétiste vers la démocratie.

La seconde ligne, incarnée par Yahya Sinwar, évoque davantage celle des pasdarans iraniens, sur le modèle desquels avaient été organisées les brigades Ezzedin al-Qassem. C'est cette ligne qui a organisé la razzia du 7 octobre 2023.

Voilà pour l'interprétation musulmane des faits. Il nous faut regarder comment Israël « réagit » à cet attentat et comment la « communauté internationale » interprète et entrevoit des solutions.

Gilles KEPEL, *Holocaustes, Gaza et la guerre contre l'Occident*, Paris, Plon, 2024, p. 9-66.

+ Guy,
Evêque de Tournai